

pas plus tard qu'hier, l'emplacement du barrage de la Saskatchewan-Sud, et je tiens à féliciter le gouvernement de s'être lancé dans cette grande entreprise. C'était un vrai plaisir que de constater les progrès réalisés et de consulter les plans qu'on avait établis pour l'avenir.

En ce qui concerne l'exploitation de l'énergie hydro-électrique de la rivière La Paix, je crois qu'on dirait à juste titre que ce sera l'un des barrages remplis de terre les plus importants du monde quand il sera achevé. Je crois qu'il aura 7,000 pieds de long et plus de 600 pieds de haut. L'eau qu'il retiendra formera un lac d'une longueur de 265 milles. A notre avis, ce sera là un grand atout, non seulement pour la Colombie-Britannique, mais pour le Canada tout entier. Cette entreprise créera, sans aucun doute, bon nombre de possibilités pour le commerce et l'industrie et offrira à de nombreux travailleurs l'occasion d'utiliser leurs aptitudes.

Nous sommes très satisfaits, en Colombie-Britannique, d'avoir pu faire un apport au bien-être général du Canada grâce à l'essor qu'a pris notre économie et qui a attiré dans notre province bon nombre de gens. Cette nouvelle mise en valeur donnera des résultats analogues. Je dirais qu'environ 10,000 hommes devront travailler pendant huit ou neuf ans pour achever le déblayage du bois et des débris qu'il faudra enlever avant de procéder à l'inondation de l'emplacement, après l'achèvement du barrage.

Il ne nous faudrait pas oublier, toutefois, qu'aucune province, si ambitieux que soient ses programmes ou nombreuses ses initiatives, ne peut échapper au chômage. C'est que le chômage, bien entendu, est un problème national. A mon sens, on ne saurait considérer le chômage comme un problème provincial tant que les personnes en quête de travail pourront voyager librement d'une province à l'autre. Si nous allions l'envisager d'un point de vue provincial, il nous faudrait voir à ce que d'extrêmes précautions fussent prises quant aux préséances à accorder à l'égard des emplois. Mais le Canada ne saurait s'accommoder d'un pareil esprit de clocher. Il nous faut donc être justes envers tous les Canadiens et laisser leurs talents se déployer librement là où le Canada tout entier pourra en profiter.

Au Canada, nous avons abondance de ressources, nous avons abondance de main-d'œuvre, et nos besoins sont multiples. Rien ne semble s'opposer, par conséquent, si nous avons et les ressources et la main-d'œuvre, à ce que nos besoins soient satisfaits. A l'échelle provinciale, la seule façon de pousser notre économie à faire naître des possibilités d'emplois et d'affaires, c'est de créer ce qui s'appelle un vacuum financier, c'est-à-dire un

climat favorable à l'expansion industrielle. C'est ce que nous avons fait en Colombie-Britannique. Depuis quelques années, on s'est vraiment efforcé de développer notre économie, de créer un vacuum financier qui attire les capitaux, fournissant ainsi des dollars qui s'ajoutent aux salaires, traitements et dividendes des travailleurs, qui sont payés dans la production de biens. Cette méthode tend à nous donner, en Colombie-Britannique, une économie équilibrée. Autrement dit, nous avons le pouvoir de consommer ce que nous produisons, ce qui s'appelle la prospérité.

J'ai été intéressé par un passage du discours du trône où il est dit que «la mise en valeur du Canada continuera à exiger des importations de capitaux et, à cette fin, mon gouvernement entretiendra au Canada un climat propice aux placements étrangers». On dirait que le gouvernement fédéral a étudié ce qui s'est passé dans l'Ouest et s'est dit que ce qui est bon pour la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan doit être bon aussi pour l'ensemble du Canada.

On me permettra de signaler que si les gouvernements provinciaux ne peuvent faire autrement qu'attirer les capitaux étrangers nécessaires à l'expansion de leur économie, tel n'est pas le cas du gouvernement fédéral qui, lui, a la chance unique, je dirais même la responsabilité, de se servir de la Banque du Canada, tout comme on se sert des banques à charte pour créer la monnaie. Si la Banque du Canada remplissait le rôle pour lequel elle a été établie, savoir la création de l'argent pour des fins sociales ou publiques, surtout à l'échelon municipal, le Canada serait le pays le plus prospère du monde. Il y aurait moins de chômage, puisque c'est surtout sur nos propres marchés que s'écoulent nos produits. Lorsque nos échanges commerciaux avec un ou plusieurs pays sont équilibrés, cela veut dire que le chiffre de nos importations est aussi élevé que celui de nos exportations. Lorsque nos échanges sont équilibrés, la valeur des produits qu'il nous reste à écouler sur le marché intérieur est la même que si nous n'avions fait aucun échange. Il est faux de dire que c'est en exportant qu'un pays s'enrichit.

Pour trouver de nouveaux débouchés, il faut accroître nos propres marchés. Or, y a-t-il un meilleur moyen d'y parvenir qu'en accroissant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière tout en se servant de la Banque du Canada pour créer les capitaux nécessaires à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de ponts, de palais de justice, de quais, de pistes d'atterrissage, d'aéroports, et ainsi de suite? En faisant des dépenses de ce genre et en utilisant la banque centrale pour créer les fonds requis, nous ne pouvons manquer